



Regards sur l'économie allemande

Bulletin économique du CIRAC

94 | 2009

Varia

Une nouvelle majorité, pour quoi faire ?

René Lasserre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3973>

ISBN : 978-2-8218-0884-3

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Une nouvelle majorité, pour quoi faire ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 94 | décembre 2009, mis en ligne le 04 janvier 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3973>

Une nouvelle majorité, pour quoi faire ?

Après la phase transitoire de mise en place du nouveau gouvernement et les célébrations réussies du 20^e anniversaire de la chute du Mur de Berlin, l'action politique a repris son cours. Mais alors que le changement de majorité a été acquis sans surprise et s'est opéré sans encombre, le second gouvernement d'Angela Merkel connaît un départ difficile. Comme si la nouvelle majorité que la Chancelière avait appelée de ses vœux se révélait beaucoup moins confortable que prévu, à la fois dans la définition de ses orientations et dans sa dynamique interne.

Au plan économique et social, la convergence des orientations doctrinales des chrétiens-démocrates et des libéraux ne fait pas de doute. Les deux partis adhèrent pleinement aux principes de l'économie de marché ; ils se rejoignent dans la nécessité de faire prévaloir le respect des règles de la concurrence et de limiter le rôle de l'Etat aux seuls domaines où son intervention est indispensable, à savoir la détermination d'un cadre réglementaire d'ensemble, ou lorsqu'elle se justifie par la nécessité de faire prévaloir l'intérêt général. Dans le champ social, les chrétiens-démocrates accordent plus d'importance que le FDP à la protection des droits des salariés et à une protection sociale redistributive au bénéfice des catégories les moins favorisées, mais les uns et les autres partagent la conviction que, dans l'accès aux garanties de l'Etat social, la logique de la responsabilité individuelle doit l'emporter sur celle de l'assistance.

Ces convergences sur les principes de fonctionnement de l'économie de marché et ces différences d'accent sur la philosophie de l'Etat social offrent pour la Chancelière et le parti conservateur majoritaire une base de consensus et de coopération *a priori* plus large que la recherche d'une voie de compromis avec le rival social démocrate. Bien que le SPD soit converti de longue date à l'économie de marché et rompu à l'exercice des responsabilités gouvernementales, il n'en cherche pas moins légitimement, en période de crise, à préserver les acquis sociaux et à renforcer l'intervention régulatrice de l'Etat. L'expérience de la Grande coalition a montré que l'exercice est tout à fait possible, mais qu'il est contraignant et qu'il se complique encore quand, à force de compromis de gestion, le partenaire voit s'ouvrir sur sa gauche une opposition tribunicienne qui se nourrit du mécontentement éprouvé par les sacrifices consentis. Même si la coopération des deux partenaires s'est finalement révélée performante dans le redressement opéré depuis 2005, puis dans la gestion initiale de la crise en 2008-2009, la reconduction de la coalition n'offrait plus de perspective crédible. L'alliance avec les libéraux, dès lors qu'elle devenait à nouveau possible, est alors apparue à Angela Merkel comme le choix le plus naturel et le plus raisonnable.

C'était toutefois sans compter qu'entre temps les enjeux de politique économique avaient évolué et que la base de compromis avec les libéraux s'était nettement déplacée. En 2005, l'alliance avec le Parti libéral devait fournir une majorité de changement pour imposer une nouvelle politique de l'offre. Il s'agissait alors de restaurer la compétitivité de l'économie allemande en réformant les régimes sociaux aux fins d'abaisser le coût du travail. Aujourd'hui ces changements ayant été opérés par la Grande coalition et la

réforme de l'Etat-Providence étant pour l'essentiel acquise, l'enjeu est tout autre. Il s'agit désormais pour la majorité conservatrice-libérale de sortir le pays d'une crise profonde de la demande subséquente à la crise financière et à la rétraction du crédit, pour assurer ensuite les bases d'une croissance durable par une consolidation résolue des finances publiques. Subsidiairement, la majorité devra aussi ramener l'intervention « secouriste » de l'Etat dans la normalité du libéralisme organisé, mais il est vraisemblable que, sur cet enjeu au moins, le consensus devrait être relativement facile à trouver.

C'est visiblement beaucoup plus problématique pour la question, aujourd'hui centrale, de la consolidation budgétaire pour laquelle Guido Westerwelle, le leader du FDP, enfourche son cheval de bataille favori de la baisse des impôts, seule capable selon lui, de « libérer les forces du marché » et de tirer la croissance. Il se trouve que le remède est largement inadapté et intempestif, car il ne devrait plus s'agir pour le gouvernement de distribuer des cadeaux fiscaux supplémentaires, mais de définir par quelle voie il engagera la réduction des déficits et remboursera les dettes massives qui ont été contractées pour soutenir et relancer l'économie. La négociation du contrat de coalition illustre avec éloquence ce contraste pour le moins surprenant entre l'air de flûte enjoué de la baisse des impôts et le silence entendu du Ministre fédéral des finances Wolfgang Schäuble à qui reviendra la tâche difficile d'actionner le moment venu la vis de torture de la fameuse *Schuldenbremse* que la Grande coalition avait encore pris soin d'installer comme codicille dans la Loi fondamentale.

Heureusement, les dissonances semblent plus réduites sur le terrain social où la CDU semble avoir veillé, face à un allié libéral remuant et souvent peu sensible aux préoccupations du monde du travail, à s'ériger en garant du dialogue social. Il semblerait donc à première vue que chacun des partenaires s'efforce pour l'instant de jouer sa partition, ce qui peut sembler judicieux mais pourrait éventuellement se révéler dangereux pour les élections de mai prochain en Rhénanie du Nord-Westphalie où la coalition CDU-FDP sera soumise à un test important. Quant à la politique économique à moyen terme et au nouveau modèle de croissance à promouvoir dans l'après-crise, les sensibilités communes sont nombreuses et devraient pouvoir s'affirmer progressivement, d'autant que les deux partis disposent de nombreux relais dans les régions les plus dynamiques et dans le monde des affaires. Cela étant, d'un foisonnement de projets d'avenir, peu de lignes directrices encore se dégagent...

Il est à craindre que, par le jeu complexe des différences de sensibilité et des parentés doctrinales, la « petite coalition » soit sensiblement moins productrice de choix porteurs et durables que ne le fut la Grande coalition. Celle-ci était en quelque sorte contrainte, pour survivre, à des obligations de résultat, et les deux grands partis devaient, pour ce faire, parvenir à des choix partagés sur le fond. L'alliance CDU-CSU-FDP sera plus sensible aux clivages intra-partisans et intra-régionaux, peut-être plus encline aux marchandages, et sa gestion ne sera sans doute pas de tout repos. Ceci d'autant moins qu'elle s'appuie sur une base politique beaucoup plus étroite au *Bundesrat* que la majorité insubmersible dont disposait la Grande coalition. Enfin, les deux partis chassent généralement sur les mêmes terres et visent les mêmes clientèles électorales, ce qui les conduit naturellement à cultiver leurs différences. La crise n'est pas finie, mais le jeu politique classique semble avoir déjà repris ses droits.

René Lasserre, le 17 décembre 2009